

Arafat Va Toujours Trop Loin

© Robert L. Pollock, The Wall Street Journal, July 9, 2001.
Traduction de l'anglais par Stephane Biton s.biton@caramail.com

L'effondrement fut rapide et brutal. Bien que le gouvernement fût profondément divisé entre les partisans de la ligne dure et ceux qui favorisaient plus la négociation avec les Palestiniens, les partisans de la manière forte ont gagné. Les Villes et les camps de réfugiés qui avaient hissé le drapeau de la République de Palestine furent bombardés, tandis que Yasser Arafat proclama un "génocide" et appela son peuple à résister. Il y eut de nombreuses pertes dans les deux camps.

La Ligue Arabe appela à un cessez-le-feu, et à une conférence de ses chefs d'Etats. Mais M. Arafat rejeta leurs propositions. A une réunion avec les gouvernements peu après, il accusa ses opposants d'être des impérialistes ligués avec les Etats Unis d'Amérique.

Septembre Noir

Si cela vous rappelle quelque chose, cela le devrait -- excepté que le démarrage de ce conflit était en septembre 1970, et non en septembre 2000 ; cela est arrivé en Jordanie et pas en Israël et en Cisjordanie; et que la boîte noire de M. Arafat était le Roi Hussein, pas Ehud Barak ou Ariel Sharon.

En 1970, les Palestiniens, à la fois citoyens et réfugiés, étaient à peu près aussi nombreux en Jordanie que les Bédouins du Roi Hussein. M. Arafat a utilisé environ 20 000 combattants de l'Organisation de Libération de la Palestine en Jordanie pour contrôler presque toute la population palestinienne. Dans de nombreuses parties du pays, c'était un gouvernement *de facto*. Le roi s'est de plus en plus inquiété de la menace que Mr. Arafat représentait pour son régime, et les attaques frontalières en Israël et les autres actes de terreur de l'OLP ont mis une tension intolérable sur ses relations avec l'Ouest.

La coupe était pleine quand, le 6 septembre, l'OLP a détourné quatre avions de ligne civile, trois vers le camp de Dawson dans le nord de la Jordanie contrôlée par l'OLP et un vers le Caire. Après que les gouvernements européens ont assuré la libération des otages en acceptant de relâcher des terroristes de l'OLP de leurs prisons, l'OLP a fait exploser les avions.

La réponse jordanienne, de laquelle une des plus célèbres brigades de l'OLP a pris le nom, fut connue comme « Septembre Noir ». Environ 2000 combattants de l'OLP et plusieurs autres milliers de civils palestiniens furent tués. Mr. Arafat s'envola pour Le Caire, ou une réunion avec le Roi Hussein eu lieu. Bien qu'elle soit tendue, elle mena à un cessez-le-feu. Mais bientôt, M. Arafat rejoignait l'arrière-garde de ses forces, qui s'était retirée au nord de la Jordanie, près de ses parrains Syriens. Dans les 10 mois, ils furent conduits hors du pays.

Comme le monde attend pour voir si le fragile cessez-le-feu du moment mettra un terme à neuf mois d'une quasi-guerre de basse intensité entre Israël et l'Autorité Palestinienne, le passé pourrait être instructif. Car, en l'occurrence, nous l'avons déjà vécu. Et abstraction faite de ce que l'on pense de M. Arafat d'un point de vue moral -- est-il simplement un terroriste, ou est-ce qu'il vient, comme il l'avait déclaré lors de sa célèbre intervention aux Nations Unies en 1974, "portant un rameau d'olivier et un fusil de combattant de la liberté" ? -- son histoire, où qu'il ait pu prendre pied territorialement, n'a pas été celle d'un partenaire fiable ou même rationnel, même avec ses alliés arabes potentiels. Son histoire est celle de celui qui va trop loin.

L'exemple de la Jordanie n'est pas convaincant ? Eh bien, sa réédition ne se fit pas attendre longtemps. Dans les mois de leur expulsion de la Jordanie, M Arafat et l'OLP mettait en place une infrastructure au Liban au dépend de ce pays également. Les Chrétiens libanais, en particulier, souffrirent des représailles des Israéliens que les raids transfrontaliers de l'OLP avaient provoqués. En Avril 1974, par exemple, l'OLP a tué 18 personnes à Kiriath Shimona et 20, essentiellement des écolières, à Maalot, dans les deux cas au Nord d'Israël.

La première partie des années 1970 furent aussi le grand boom pour le terrorisme international de l'OLP. L'année 1972 seulement a vu les groupes de l'OLP faire exploser une centrale électrique en Allemagne de l'Ouest, une usine de gaz Hollandaise et une raffinerie pétrolière à Trieste, en Italie; le meurtre, avec la coopération de l'Armée Rouge Japonaise, de 24 personnes à l'aéroport de Lod en Israël; et le massacre de 11 athlètes Israéliens aux Jeux Olympiques de Munich. Au début de 1973, « Septembre Noir » a pris l'ambassadeur américain et son adjoint (ainsi qu'un diplomate belge) en otages à Khartoum, la capitale du Soudan, et après que le Président Nixon a refusé de négocier, les a assassiné.

Avec les flots d'argent en provenance de ses parrains Arabes et Soviétiques, ainsi qu'une taxe perçue par les Etats du Golfe sur les travailleurs Palestiniens, M. Arafat a rapidement bâti un état -- appelé la République Fakhani du nom du quartier de Beyrouth dans lequel il opérait -- sur la quasi-totalité du Liban. A partir de 1975, il avait quelque 15000 troupes sous son commandement, avec de nombreux autres groupes paramilitaires, et était en train d'acquérir des chars et des SAM.

Les conglomérats affiliés à l'OLP, y compris celui contrôlé par Ahmed Qurei, qui plus tard négociera les Accords d'Oslo, monopolisa tous les biens "des chaussures à la nourriture pour bébés". Des Milliards de dollars ont circulé à travers l'OLP, dont le seul enregistrement minutieux semblait être un petit carnet que Mr. Arafat portait sur lui. Ses subordonnés levaient des impôts arbitraires sur le Liban, et pratiquaient d'autres formes d'extorsion, de vols de voitures et de racket.

Cette année-là -- 1975 -- La rage des chrétiens a débordé, et la longue guerre civile Libanaise commença. Au début de 1976, l'OLP et ses alliés contrôlaient la plupart du pays. Mais cet été, des criminels palestiniens assassinèrent l'ambassadeur des Etats-Unis au Liban, et les Etats-Unis, Israël et les Etats arabes ont tacitement soutenu une invasion menée par la Syrie, ce qui renversa beaucoup de gains de l'OLP. Un cessez-le-feu stabilisa

la situation en octobre. Mais 40 000 personnes avaient été tuées. Et dans les années qui suivirent, les attaques de l'OLP continuèrent, provoquant d'autres représailles israéliennes.

La fin de la partie commença en juin 1982, les attaques renouvelées de l'OLP sur Israël coïncidèrent avec une tentative d'assassinat de l'ambassadeur d'Israël à Londres. Le Premier Ministre Menahem Begin ordonna au Ministre de la Défense Ariel Sharon d'envoyer les forces armées d'Israël au Liban pour y déloger l'OLP. Les appels de Mr. Arafat à la Ligue Arabe et à l'ONU n'eurent pas d'écho, même si les Libanais criaient "Assez !" dès qu'il était visé. En Août, le Président Reagan convainquit Israël de cesser les combats, mais M. Arafat, dont les forces avaient déjà été mises en déroute, avait déjà dit au gouvernement libanais qu'il quitterait le pays. Le 30 août, il partit pour Tunis, tandis que ses forces se dispersaient dans les autres pays arabes. Les Libanais allaient encore souffrir huit années de la guerre civile qu'il avait provoquée.

Le fait que l'étendue de l'implication personnelle de M. Arafat dans les nombreux actes terroristes ait laissé une tâche indélébile sur la cause palestinienne a longtemps été l'objet d'un débat parmi les observateurs avertis. Mais il ne serait pas question de cela, si les groupes avancés du Fatah, la fraction de M. Arafat, les groupes qui ont revendiqué la responsabilité [de ces actes] n'étaient pour la plupart des membres de l'OLP rétribués par elle et que le Président Arafat ne fit rien pour les stopper.

Des rumeurs persistantes selon lesquelles les Etats-Unis et Israël sont en possession de bandes dans lesquelles [on entend] Arafat [donnant] des ordres aux assassins de Khartoum en 1973 ([thèse] que m'a confirmée Ariel Sharon à la fin de l'année dernière) ont gagné plus de crédibilité avec les allégations récentes de James J. Welsh, un ancien de la "Navy" et un analyste de NSA. Il dit que la NSA a envoyé une alerte sur une attaque possible de l'OLP, basée sur des interceptions [sur les canaux] ondes courtes, qui fut de manière inexplicable mise de côté. Après le meurtre, ce fut étouffé. Son histoire mérite toute l'attention du Congrès. Après tout, il n'y a pas de prescription pour [les cas de] meurtre.

Qui est à blâmer ?

Mais la question la plus pressante est qu'est-ce qui attend pour le futur la petite guerre qui se livre actuellement en Israël, à Gaza et en Cisjordanie. L'histoire de M. Arafat en Jordanie et au Liban n'augure rien de bon. De la corruption interne et les abus de pouvoir, aux violations répétées des accords, à l'utilisation apparente des territoires comme d'une base pour le terrorisme, la situation de l'Autorité Palestinienne d'aujourd'hui a une ressemblance saisissante avec celle des deux épisodes précédents. Peut-être que de telles observations ont joué un rôle pour convaincre l'ancien envoyé américain Dennis Ross, qui a passé une décennie à convaincre le Monde dans l'autre sens, que la conclusion est que M. Arafat "n'est pas capable de négocier une fin du conflit". Et si le Premier Ministre Sharon se sent bientôt obligé de prendre des décisions définitives contre M. Arafat, comme il le fit en 1982, et comme le fit le Roi Hussein en 1970, il incombe au monde de penser prudemment sur qui repose vraiment la responsabilité du drame palestinien.